

Le PS s'étonne des propos de politique intérieure de Raffarin en Tunisie

PARIS, 31 jan 2005 (AFP) - Julien Dray, porte-parole du PS, a fait part lundi de son étonnement après les propos de politique intérieure et de "campagne électorale interne" tenus par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en Tunisie.

S'interrogeant sur le "comportement" du Premier ministre en Tunisie au cours du point de presse hebdomadaire du PS, Julien Dray a rappelé "la règle qui veut que lorsque le chef de l'Etat ou le Premier ministre se déplacent à l'étranger, ils représentent la France et ne sont pas en campagne électorale interne".

"On a le sentiment que le Premier ministre essaie de faire sa propre campagne électorale, sa propre promotion autour de sa politique", a poursuivi M. Dray en ironisant : "peut-être parce qu'il trouvera là-bas moins de détracteurs de sa politique".

Alors que M. Raffarin a évoqué ses 1.000 jours à Matignon, Julien Dray a averti : "nous allons être attentifs à lui préparer un bon anniversaire sous forme d'un bilan global en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de croissance, de déficit et d'inégalités".

Sur le dossier des droits de l'Homme en Tunisie, "nous allons être attentifs à ce que le Premier ministre n'oublie pas d'évoquer cette question avec le gouvernement tunisien", notamment sur "les problèmes de l'opposition à s'exprimer et à être représentée", a-t-il ajouté.

but/db/dv

AFP le 31/01/2005 à 12:26

u / Raffarin

A Tunis, Jean-Pierre Raffarin fête ses 1 000 jours à Matignon et assure que « l'horizon se dégage »

MILLE JOURS. C'est à Tunis, où il est en voyage officiel, que Jean-Pierre Raffarin a fêté, dimanche 30 janvier, le passage de ce « cap » à Matignon. « Après 1 000 jours d'initiatives et de réformes, l'horizon se dégage », a assuré le premier ministre, en écho aux récents mou-

vements sociaux et avant la mobilisation pour la défense des 35 heures, samedi 5 février.

Le chef du gouvernement a également répondu, indirectement, aux attaques portées par les dirigeants socialistes contre la majorité, au cours du week-end. « L'arro-

gance partisane n'est pas dans ma nature », a-t-il déclaré. Il a promis de « prolonger les réformes d'urgence [retraites, assurance-maladie, décentralisation] par les réformes d'avenir [école, recherche, grands projets] ».

Le premier ministre est en Tunisie pour réaffirmer « l'intérêt de la France pour le flanc sud de l'Europe », décrypte un diplomate. Après la visite de Jacques Chirac, en décembre 2003, M. Raffarin veut démontrer que Paris souhaite entretenir des relations diplomatiques régulières avec Tunis, à un moment où les Tunisiens sont inquiets de la libéralisation totale du marché mondial du textile, depuis le 1^{er} janvier. La concurrence de la Chine et de l'Inde menacé la production locale.

Le premier ministre est accompagné d'une forte délégation de chefs d'entreprise et plusieurs contrats devaient être signés, lundi 31 janvier, dans les transports et les télécommunications. Enfin, deux mois après la réélection, avec 94,48 % des suffrages, du président de la République, Ben Ali, qu'il devait rencontrer lundi matin, M. Raffarin a discrètement soulevé, dimanche, la question des droits de l'homme en « encourageant la Tunisie à progresser sur la voie de la modernisation politique et démocratique, dans le prolongement des engagements pris par le sommet arabe de Tunis au printemps 2004 ».

Christophe Jakubyszyn

Le Monde

Le 1er / 02 / 05

A Tunis, Jean-Pierre Raffarin fête ses 1 000 jours à Matignon et assure que « l'horizon se dégage »

MILLE JOURS. C'est à Tunis, où il est en voyage officiel, que Jean-Pierre Raffarin a fêté, dimanche 30 janvier, le passage de ce « cap » à Matignon. « Après 1 000 jours d'initiatives et de réformes, l'horizon se dégage », a assuré le premier ministre, en écho aux récents mou-

vements sociaux et avant la mobilisation pour la défense des 35 heures, samedi 5 février.

Le chef du gouvernement a également répondu, indirectement, aux attaques portées par les dirigeants socialistes contre la majorité, au cours du week-end. « L'arro-

gance partisane n'est pas dans ma nature », a-t-il déclaré. Il a promis de « prolonger les réformes d'urgence [retraites, assurance-maladie, décentralisation] par les réformes d'avenir [école, recherche, grands projets] ».

Le premier ministre est en Tunisie pour réaffirmer « l'intérêt de la France pour le flanc sud de l'Europe », décrypte un diplomate. Après la visite de Jacques Chirac, en décembre 2003, M. Raffarin veut démontrer que Paris souhaite entretenir des relations diplomatiques régulières avec Tunis, à un moment où les Tunisiens sont inquiets de la libéralisation totale du marché mondial du textile, depuis le 1^{er} janvier. La concurrence de la Chine et de l'Inde menace la production locale.

Le premier ministre est accompagné d'une forte délégation de chefs d'entreprise et plusieurs contrats devaient être signés, lundi 31 janvier, dans les transports et les télécommunications. Enfin, deux mois après la réélection, avec 94,48 % des suffrages, du président de la République, Ben Ali, qu'il devait rencontrer lundi matin, M. Raffarin a discrètement soulevé, dimanche, la question des droits de l'homme en « encourageant la Tunisie à progresser sur la voie de la modernisation politique et démocratique, dans le prolongement des engagements pris par le sommet arabe de Tunis au printemps 2004 ».

Christophe Jakubyszyn

Le Monde

le 1^{er} / 02 / 05

**Projet d'éléments d'entretien
de Monsieur le Président de la République
avec M. Jean Pierre Raffarin
Premier Ministre français**

I- Relations bilatérales :

- Souhaiter la bienvenue à M. Raffarin pour cette première visite en Tunisie d'un Chef de Gouvernement français depuis plus de vingt ans (visite de M. Mauroy en 1982).
- Réaffirmer l'intérêt que nous accordons aux relations avec la France et notre volonté d'établir entre les deux pays un partenariat stratégique mutuellement profitable.
- La France est en effet le premier partenaire de la Tunisie sur les plans économique, financier, culturel, social et humain.
- Souhait que cette visite puisse permettre d'enrichir encore davantage la coopération bilatérale dans tous les domaines conformément aux orientations convenues avec le Président Chirac lors de sa dernière visite à Tunis.

Aperçu sur les réalisations et acquis de la Tunisie :

- Nous poursuivons en Tunisie le processus de réforme engagé depuis 1987 selon une approche globale consensuelle et graduelle fondée sur l'interaction entre démocratie, développement économique et promotion sociale.
- L'année 2004 a constitué une étape importante de ce processus avec les élections présidentielles et législatives du mois d'octobre qui ont permis de consolider les libertés et d'élargir la représentation des partis de l'opposition à la Chambre des Députés (37%).
- Nous nous sommes déjà attelés avec détermination à l'exécution de notre programme électoral tendant, sur le plan politique, au renforcement du pluralisme, la promotion des droits de l'homme et la consolidation du rôle de la société civile et celui de la femme dans les différents domaines de la vie publique.
- Des efforts sont également entrepris pour l'enrichissement du paysage médiatique et l'encouragement des initiatives privées dans ce domaine.

- Sur le plan économique notre programme tend à consolider la compétitivité de l'économie et son intégration dans son environnement régional et international et à développer la société du savoir.
- En dépit d'une conjoncture économique mondiale difficile la Tunisie a pu préserver les grands équilibres financiers tout en maintenant la croissance du PIB et en renforçant les acquis sociaux.
- Les réalisations économiques de notre pays sont reconnues par toutes les instances financières internationales : taux de croissance de 5,8% en 2004 et de 5% en moyenne depuis 1987, revenu par tête d'habitant 2800 dollars, couverture sociale 87%, régression du taux de pauvreté à 4,2%, la classe moyenne représente les 3/4 de la population, taux de scolarisation à l'âge de 6 ans 99,1%...
- Certaines contraintes et défis demeurent cependant au niveau de l'insuffisance des créations d'emplois et de la baisse de l'investissement privé.
- Nous comptons dans la réalisation de nos objectifs de développement, d'abord, sur l'effort national et ensuite sur l'appui de nos partenaires au premier desquels se trouve la France.
- Il est important pour nous que la France maintienne et renforce sa participation à l'effort de développement de la Tunisie.

Au niveau de la coopération économique et financière :

- Rappeler l'environnement favorable existant en Tunisie pour la promotion des affaires et du partenariat (Paix sociale, main d'oeuvre qualifiée, infrastructure moderne, avantages fiscaux...)
- Se féliciter du niveau et du volume des investissements directs français en Tunisie (1053 sociétés françaises et mixtes avec 1595 Millions de D.T d'investissements et 84.208 emplois).
- Relever néanmoins le ralentissement de ces investissements en 2003 et 2004.
- Il faut conjuguer les efforts tant sur le plan gouvernemental que des opérateurs des deux pays pour la relance de ces investissements.
- Le Forum économique organisé à l'occasion de la visite de M. Raffarin doit fournir une excellente occasion pour identifier de nouvelles opportunités d'affaires et d'investissement.

- Comme évoqué avec le Président Chirac la Tunisie réitère sa demande de révision des taux d'intérêt des crédits publics français accordés à la Tunisie de façon à les aligner sur les nouveaux taux actuellement en vigueur.
- L'enveloppe financière qui serait dégagée de cette révision pourrait servir à la réalisation de projets de développement.
- A ce titre, il est proposé le financement et la réalisation du projet de technopôle agro-alimentaire de Bizerte en tant que symbole des liens privilégiés entre les deux pays, à l'instar du projet de l'INSAT réalisé au début des années 90.
- Relever le rôle actif de l'Agence Française de développement et exprimer le souhait d'augmenter le plafond de l'enveloppe annuelle des prêts accordés par cette Agence de 75 millions à 100 millions d'euros.

Au niveau de la coopération culturelle, scientifique et technique :

- Attirer l'attention sur la tendance à la baisse de l'enveloppe financière consacrée à cette forme de coopération et demander son rétablissement à son niveau antérieur (15 millions d'euros).
- La Tunisie a fait le choix de miser sur la recherche scientifique et les secteurs innovants et souhaite pouvoir compter sur le concours de la France pour soutenir nos efforts dans ce domaine.
- Il est important aussi de développer notre coopération industrielle notamment en ce qui concerne la politique de mise à niveau du secteur textile et celui du tourisme.

Au niveau de la coopération décentralisée :

- (M. Raffarin accorde un intérêt particulier à cette forme de coopération. Il pourrait évoquer la proposition franco-espagnole de coopération entre régions du Sud et du Nord de la méditerranée en exploitant des fonds européens de mise à niveau. Cette question est délicate car elle soulève le problème du lien direct entre les instances européennes et les régions concernées du Sud sans passer par les autorités centrales).
- exprimer à M. Raffarin notre disposition à étudier les modalités pratiques de cette forme de coopération décentralisée.

Coopération dans le domaine social :

- Nous accordons un intérêt particulier à l'amélioration des conditions de travail et de séjour de notre colonie en France.

- Réitérer les demandes tunisiennes relatives à l'assouplissement de la procédure du regroupement familial, la facilitation de l'accès au logement, à l'emploi et à la formation professionnelle.

II- Questions régionales et internationales :

1- Tunisie- UE- Processus Euromed :

- Nous entamons en 2005 la 10ème année de mise en oeuvre de l'Accord d'Association avec l'U.E qui entre dans une phase cruciale.
- Nécessité de renforcer l'appui financier de l'U.E à la Tunisie eu égard aux sacrifices consentis en matière de recettes douanières dont la baisse est évaluée à 1600 millions d'euros à la fin de 2003.
- Nous souhaitons voir la France renforcer son appui aux requêtes tunisiennes devant les instances communautaires notamment dans le cadre du programme MEDA II (la moyenne annuelle de l'appui financier accordée par l'U.E à la Tunisie a sensiblement baissé passant de 112 à 75 millions d'euros par an).
- En ce qui concerne la nouvelle politique de voisinage il est important de poursuivre notre concertation notamment sur le contenu du plan d'action élaboré par les experts tunisiens et européens, car il est important aussi que ce plan soit examiné par nos institutions constitutionnelles.
- Le choix fait en faveur de l'ancrage de la Tunisie dans l'espace euro-méditerranéen est un choix politique et civilisationnel.
- Nous espérons que les pays de l'U.E, notamment la France pays très proche de la Tunisie, comprennent nos préoccupations et nous attentes.
- Nous tenons à ce que notre partenariat avec l'Union évolue dans un esprit de solidarité et de respect mutuel.
- Souligner la nécessité d'une coordination entre la Tunisie et la France pour l'évaluation du processus Euromed à l'occasion de la célébration du 10ème Anniversaire de la Déclaration de Barcelone en novembre 2005.
- Dans le même ordre d'idées, inviter la France, partie prenante au Dialogue 5+5, à soutenir l'organisation du 1er Forum d'Affaires et d'Investissements prévu à Tunis au cours du deuxième semestre 2005.
- Importance de renforcer la concertation entre les pays euro-méditerranéens pour préserver leurs intérêts notamment face à la proposition des américains faite dans le cadre de leur "Initiative du Grand Moyen-Orient", de créer un Réseau de Fonds pour la coordination des interventions des différentes institutions financières internationales (Banque Mondiale, BEI, BAD, FMI...)

- Il est important, en effet, d'éviter l'instrumentalisation de ces institutions de soutien au développement à des fins politiques.

2- UMA- Sahara :

- Attachement de la Tunisie à la construction maghrébine en tant que choix stratégique et vital pour tous les pays de la région.
- Appréciation de l'intérêt que la France accorde à ses relations avec les pays de la région et son soutien constant au processus d'intégration maghrébine.
- Il s'agit d'un objectif que la Tunisie a toujours poursuivi et soutenu pour contribuer à la création d'un espace euro-méditerranéen de paix et de stabilité.
- Mais malheureusement nos efforts se trouvent confrontés à l'éternel problème du Sahara.
- La Tunisie ne cesse d'agir pour favoriser une entente algero-marocaine et créer un environnement favorable au règlement de ce problème.

3- Problème du Moyen-Orient et question palestinienne :

- Importance de saisir l'occasion de l'évolution de la situation sur la scène palestinienne avec l'élection de M. Mahmoud Abbas et suite à ses efforts auprès des factions palestiniennes tendant à parvenir à une trêve avec Israël pour faire pression sur le gouvernement Sharon et l'amener à adopter une attitude plus positive à l'égard du processus de paix et de l'application de la Feuille de Route.
- Nécessité d'assurer une protection internationale au peuple palestinien.
- La Tunisie accueille favorablement toute initiative de coopération triangulaire avec la France pour soutenir les efforts de reconstruction et de développement en Palestine.

4- Irak :

- Préoccupation de la Tunisie à l'égard de la situation en Irak et de la persistance de la violence et de l'instabilité.
- Souhait de voir les élections du 30 janvier constituer un nouveau départ pour la réalisation des aspirations du peuple irakien à l'édification de ses institutions constitutionnelles dans le cadre de la sécurité, de l'Unité nationale et de l'intégrité territoriale.

5- Terrorisme :

- Position de principe immuable de la Tunisie contre l'extrémisme et le terrorisme sous leurs diverses formes.

- Lien entre extrémisme-terrorisme et sentiments d'injustice, de déception et de frustration (xénophobie, pauvreté, foyers de tensions...)
- Importance de faire prévaloir les valeurs de tolérance, de dialogue, de solidarité et d'ouverture entre les peuples, les civilisations et les religions.
- Disposition de la Tunisie à coopérer avec ses partenaires sur un plan bilatéral, régional et international afin de mettre en place des mécanismes appropriés destinés à lutter contre le phénomène du terrorisme et ses sources d'appui et de financement.
- Importance d'une vigilance accrue des pays européens à l'égard des conditions d'établissement, de séjour, de mouvement et d'octroi du droit d'asile aux éléments extrémistes se trouvant en Europe et qui agissent au nom de la démocratie et de la défense des Droits de l'Homme.
- Nous sommes conscients des difficultés que rencontre la France dans son initiative de restructuration des institutions islamiques sur le sol français.
- A cet égard et compte-tenu de notre tradition de pays musulman modéré et tolérant, nous sommes disposés à contribuer avec vous, dans la mesure de nos moyens, à l'instauration en France d'un Islam serein, ouvert et libéral.

Charger le P.M français de transmettre les sentiments d'amitié et de respect de Monsieur le Président au Président Chirac. Exprimer enfin les vœux de bien-être et de prospérité continue au peuple français ami.

5 (R
FD193 4 i 164 FAF0801
TUNISIE FRANCE RAFFARIN

Jean-Pierre Raffarin: "les inquiétudes seront apaisées par nos résultats"

TUNIS (AP) — "Après mille jour d'initiatives et de réformes, l'horizon se dégage", a estimé dimanche Jean-Pierre Raffarin à Tunis où le Premier ministre français a entamé une visite officielle de deux jours. "Les inquiétudes seront apaisées par nos résultats", a-t-il assuré.

"Nous avons stoppé l'effondrement de la croissance et la hausse du chômage", a déclaré Jean-Pierre Raffarin, faisant le bilan des 1.000 jours du gouvernement devant les Français établis à Tunis.

"L'année 2005 nous permettra de prolonger les réformes d'urgence que nous avons dû engager, la décentralisation, la réforme des retraites, l'assurance-maladie, prolonger ces réformes d'urgence par des réformes d'avenir comme la réforme de l'école, la réforme de la recherche".

"Tous ces changements n'ont pas été sans quelques inquiétudes chez certains de nos compatriotes", a reconnu le Premier ministre. "Je reste évidemment à leur écoute. L'arrogance partisane n'est pas dans ma nature. Les inquiétudes seront apaisées par nos résultats".

AP

sb/

302225 jan 05

GLGL

MOAD340 4 I 0202 TUN /AFP-IM45

TUNISIE-FRANCE

RAFFARIN APPELLE LA TUNISIE A PROGRESSER SUR LA VOIE DE LA
DEMOCRATIE

TUNIS, 30 JAN (AFP) - LE PREMIER MINISTRE FRANCAIS,
JEAN-PIERRE RAFFARIN A ENCOURAGE DIMANCHE LA TUNISIE A
"PROGRESSER SUR LA VOIE DE LA MODERNISATION POLITIQUE ET
DEMOCRATIQUE" ET REAFFIRME LA VOLONTE DE LA FRANCE DE SOUTENIR SES
REFORMES ECONOMIQUES.

"NOUS CONTINUERONS RESOLUMENT DE SOUTENIR LA MODERNISATION
ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA TUNISIE ET SES PROJETS DE DEVELOPPEMENT
SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE", A-T-IL DIT AU DEBUT D'UNE VISITE
OFFICIELLE DE DEUX JOURS EN TUNISIE DEVANT LA COMMUNAUTE FRANCAISE A
TUNIS.

"NOUS ENCOURAGEONS (AUSSI) LA TUNISIE A PROGRESSER SUR LA VOIE
DE LA MODERNISATION POLITIQUE ET DEMOCRATIQUE DANS LE PROLONGEMENT
DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE SOMMET ARABE DE TUNIS AU PRINTEMPS
2004", A-T-IL TOUTEFOIS AJOUTE.

M. RAFFARIN A INDIQUE QU'IL ETAIT AUSSI VENU A TUNIS "POUR
REAFFIRMER LA PRIORITE POLITIQUE QUE LA FRANCE ACCORDE A SES
PARTENAIRES D'AFRIQUE DU NORD DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL ET
REGIONAL TROUBLE ET DIFFICILE".

"LA FRANCE CONTINUERA D'ETRE L'AVOCAT DE LA TUNISIE AUPRES DES
INSTANCES EUROPEENNES AVEC CONVICTION ET LOYAUTE", A-T-IL AJOUTE.
VL/PVR/FXH

AFP 301742 GMT JAN 05

GLGL

MOA0410 3 1 0653 TUN /AFP-IT86

TUNISIE-FRANCE PREV

RAFFARIN PLAIDE POUR LA DEMOCRATIE EN TUNISIE, PROMET LE SOUTIEN DE PARIS (PAPIER GENERAL)

PAR VALERIE LEROUX

= (PHOTO) =

TUNIS, 30 JAN (AFP) - LE PREMIER MINISTRE FRANCAIS JEAN-PIERRE RAFFARIN A APPELE DIMANCHE LA TUNISIE A 'PROGRESSER' SUR LA VOIE DE LA DEMOCRATIE ET A REFFIRME L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE A LA SOUTENIR DANS SES REFORMES ET DANS SON 'ANCRAGE' A L'UNION EUROPEENNE.

'DANS LE CADRE DE CE DIALOGUE CONFIANT ET REGULIER (ENTRE PARIS ET TUNIS, NDLR), NOUS ENCOURAGEONS LA TUNISIE A PROGRESSER SUR LA VOIE DE LA MODERNISATION POLITIQUE ET DEMOCRATIQUE', A DECLARE M. RAFFARIN, DES LE DEBUT D'UNE VISITE OFFICIELLE DE DEUX JOURS A TUNIS, DEVANT LA COMMUNAUTE FRANCAISE.

'NOUS CONTINUERONS RESOLUMENT DE SOUTENIR LA MODERNISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA TUNISIE', A-T-IL AJOUTE EN NOTANT QUE LA FRANCE SOUHAITAIT AUSSI UN 'ANCRAGE RENFORCE DE LA TUNISIE A L'UNION EUROPEENNE'.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT FRANCAIS DEVAIT ABORDER CES DIFFERENTES QUESTIONS, DE MEME QUE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE, L'IMMIGRATION CLANDESTINE ET LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT, LORS DE SES ENTRETIENS DIMANCHE SOIR AVEC SON HOMOLOGUE TUNISIEN MOHAMED GHANNOUCHI ET LUNDI AVEC LE PRESIDENT ZINE EL ABIDINE BEN ALI.

IL S'AGIT DE LA PREMIERE VISITE D'UN CHEF DE GOUVERNEMENT FRANCAIS EN TUNISIE DEPUIS 1982. ELLE FAIT SUITE A CELLE DU PRESIDENT FRANCAIS JACQUES CHIRAC EN DECEMBRE 2003, APRES UNE LONGUE PERIODE DE CRISPATION ENTRE TUNIS ET PARIS DU TEMPS OU LA GAUCHE ETAIT AU POUVOIR EN FRANCE.

SANS ABORDER DE FRONT LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME, UN SUJET TOUJOURS TRES DELICAT EN TUNISIE MAIS AUQUEL L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE EST SENSIBLE, M. RAFFARIN A DONC APPELE DE SES VOEUX PUBLIQUEMENT UNE PLUS GRANDE OUVERTURE DEMOCRATIQUE.

EN PLEINE GREVE DE LA FAIM DE L'AVOCATE RADIA NASRAOUI, LE PRESIDENT JACQUES CHIRAC AVAIT PROVOQUE UN TOLLE EN DECLARANT, EN DECEMBRE 2003 A TUNIS, QUE LE 'PREMIER DES DROITS DE L'HOMME C'EST MANGER, ETRE SOIGNE, RECEVOIR UNE EDUCATION ET AVOIR UN HABITAT' ET EN FELICITANT LA TUNISIE DANS CES DOMAINES.

M. RAFFARIN A EGALEMENT SALUE LES 'SUCCES ECONOMIQUES' DE LA TUNISIE - 'AVEC UNE CROISSANCE APPROCHANT LES 6% EN 2004' - ET SES 'EFFORTS DE REFORMES', NOTAMMENT DANS LE SECTEUR EDUCATIF, LA TUNISIE AFFICHANT UN TAUX DE SCOLARISATION EXTREMEMENT ELEVE.

IL S'EST AUSSI EFFORCE DE CALMER LES INQUIETUDES DE LA TUNISIE QUI, COMME LES AUTRES PAYS DU MAGHREB, S'INQUIETE D'UN POSSIBLE RECENTRAGE DE L'EUROPE VERS L'EST AUX DEPENS DES PAYS DE LA MEDITERRANEE AVEC L'INTEGRATION PROGRESSIVE DES PAYS DE L'EX-BLOC SOVIETIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE.

M. RAFFARIN A AINSI 'REAFFIRME LA PRIORITE POLITIQUE QUE LA FRANCE ACCORDE A SES PARTENAIRES D'AFRIQUE DU NORD'. 'LA FRANCE VEUT ETRE LA PIONNIERE DANS LA CONSTRUCTION DE LIENS PLUS DENSES ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET NOS VOISINS DU MAGHREB', A-T-IL AJOUTE.

'LA FRANCE CONTINUERA D'ETRE L'AVOCAT DE LA TUNISIE AUPRES DES INSTANCES EUROPEENNES AVEC CONVICTION ET LOYAUTE', A-T-IL AJOUTE. LA TUNISIE A DEPUIS 1995 UN STATUT D'ASSOCIATION AVEC L'UE QUI DOIT DEBOUCHER D'ICI 2008 AU LIBRE-ECHANGE TOTAL.

M. RAFFARIN QUI EST ACCOMPAGNE DE CINQ MINISTRES - DONT GILLES DE ROBIEN (TRANSPORTS), PATRICK DEVEDJIAN (INDUSTRIE) ET FRANCOIS LOOS (COMMERCE EXTERIEUR) - ET D'UNE IMPORTANTE DELEGATION DE CHEFS D'ENTREPRISES SE PENCHERA AUSSI SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE BILATERALE.

UN FORUM ECONOMIQUE 'POUR UN PARTENARIAT STRATEGIQUE ET DURABLE' Y SERA CONSACRE LUNDI, LA FRANCE ETANT LE PREMIER PARTENAIRE COMMERCIAL DE LA TUNISIE ET LE PREMIER INVESTISSEUR DANS CE PAYS.

PLUS D'UN MILLIER D'ENTREPRISES FRANCAISES Y SONT IMPLANTEES, SOIT 40% DES IMPLANTATIONS ETRANGERES EN TUNISIE. LA TUNISIE CRAINT

Jean-Pierre Raffarin favorable à la progression des investissements français en Tunisie

TUNIS (AP) -- Le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, qui entame dimanche une visite officielle de deux jours à Tunis, affirme que les autorités françaises sont "favorables à la progression des investissements directs français en Tunisie" et qu'elles les encouragent.

Dans un entretien paraissant lundi dans le quotidien tunisien "Le Temps", M. Raffarin précise qu'il ne faut pas confondre la question des délocalisations, "un sujet sensible en France parce qu'il implique des fermetures d'usines", avec celle des investissements français à l'étranger.

"Les autorités françaises n'ont nullement l'intention de mettre des obstacles à l'implantation d'entreprises françaises en Tunisie comme ailleurs, implantation qui répond à une vraie logique d'investissements à l'étranger", assure le Premier ministre français, en notant que les entreprises françaises, "fortement présentes en Tunisie", représentent "40% du total des investissements directs étrangers".

M. Raffarin, qui est accompagné par plusieurs responsables d'entreprises françaises pendant son séjour, note d'ailleurs que "le nombre des entreprises françaises en Tunisie est en augmentation constante", passant d'environ un millier fin 2003 à 1.050 aujourd'hui.

Concernant la question de l'immigration, M. Raffarin souligne que les pays du Nord et du Sud ont intérêt à s'entendre sur ce sujet. Il rappelle que la France est opposée à l'idée, évoquée par certains pays de l'Union européenne, "d'établir des centres de transit en dehors de l'UE, notamment au Maghreb, afin de filtrer les candidats à l'immigration".

Selon lui, "une telle solution, outre les questions morales et éthiques qu'elle pose, parce qu'elle est contraire à nos traditions, aurait pour inconvénient de concentrer vers ces centres les flux d'immigration illégale et d'y favoriser l'action des filières criminelles tirant profit de ce trafic".

"En revanche, la France souhaite une intégration croissante du volet migratoire au développement des relations entre l'Union européenne et les pays du Sud de la Méditerranée", note-t-il. AP
pyr/com/mw

301900 jan 05